



Les Gilets Jaunes LE COMBAT CITOYEN

Démocratie, Justice, RIC, Décroissance jaune

**Dans le chapitre « Taper toujours
sur les classes populaires » :**

le Pass Carbone

Le Parlement européen a voté le 18 avril dernier la réforme du marché carbone, qui vise à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'Europe d'au moins 55 % d'ici à 2030. Mais cette taxe s'étendra dès 2027 au chauffage et au carburant pour les particuliers et cela va aboutir à une hausse des factures, même si la mesure devrait être assortie d'un fonds social « censé accompagner les ménages les plus touchés » par cette taxe « CO2 ». On connaît ce genre de promesse !

Prévu pour lutter contre le réchauffement climatique, ce mécanisme consiste à taxer les émissions de CO2 des produits importés les plus polluants (acier, ciment, engrais, aluminium, électricité, hydrogène...) s'ils n'ont pas été conçus dans les mêmes conditions environnementales que leurs concurrents européens et donc aussi à rétablir une concurrence « loyale ». Malheureusement, la chimie organique et les polymères (les plastiques) pourtant super-polluants ne font pas partie de la liste. Bizarre, non ?

Revers de la médaille pour les citoyens :

Cette initiative de protection de notre planète possiblement positive à grande échelle s'accompagne de mesures concernant **le chauffage et les carburants routiers**. Cela affectera donc le budget des particuliers. Ainsi, à partir de 2027 (2028 si les prix continuent à augmenter), les ménages devront s'acquitter d'une **taxe sur le carburant et le chauffage**. Les prix seront inévitablement fixés par le marché, par définition instable et volatil, répondant à la loi de l'offre et de la demande, plutôt qu'à la transparence et la démocratie.

On parle de **45€ maximum par tonne de CO2 produit** ! Or en moyenne un Français émet 9 à 10 tonnes par an. Faites le calcul pour votre foyer !

4 personnes = 40 tonnes = 450€ X 4 = 1800€ !!!

Nous sommes OK pour protéger notre environnement, pour changer de modèle de production et de consommation, pour limiter excès et gâchis, mais que les gouvernants européens cessent de vampiriser les classes populaires et moyennes !

Seule une gestion véritablement démocratique peut nous assurer justice et égalité.

Cette décision européenne ne doit pas fragiliser davantage les particuliers et leurs familles !



Rejoins la lutte !

www.gjnancyportesud.fr

